



Madame la Préfète
Préfecture de la Somme
51 rue de la République
80000 AMIENS

Objet : Demande de compléments sur le dossier d'autorisation environnementale unique au titre des ICPE : Rubrique 2510-1

Site du Hourdel sur la commune de Cayeux sur Mer : Demande d'autorisation d'extension et de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière GSM du Hourdel

Affaire suivie par Laëtitia Paporé – 06.07.21.45.69
lpapore@gsm-granulats.fr

Madame la Préfète,

Par courrier daté du 24 juin 2019, GSM a déposé en Préfecture de la Somme, le 23 juillet 2019, un dossier de demande d'autorisation environnementale unique pour un projet d'extension, modification des conditions d'exploitation et de remise en état de sa carrière que la société exploite sur la Commune de Cayeux sur Mer, conformément à un arrêté préfectoral du 26/04/2011 pour une durée de 17 ans sur une surface de 97,7 hectares, sachant que le volume annuel autorisé est de 350 000 tonnes maximum.

Suite au dépôt de ce dossier de demande d'autorisation environnementale unique, vous nous avez demandé, le 04 octobre 2019, de compléter notre demande sous 18 mois.

Vous trouverez dans le présent dossier, les éléments de compléments demandés, lequel comprend également la correction d'erreurs matérielles.

Ce dossier de demande d'autorisation environnementale complété, qui porte sur une superficie totale de 114ha 00a 91ca (et non 114ha 04a 06ca, comme indiqué par suite d'une erreur matérielle), pour une durée de 19 ans et un volume d'extraction annuel de 350 000 tonnes maximum, et qui reprend le dossier déposé en 2019, concerne :

- une demande de *prolongation* reprenant la quasi-totalité du périmètre actuel hormis deux zones situées au sud-est du site (lieux-dits « Les Granets » et « L'Amarrage ») ;
- une demande d'*extension* avec l'ajout d'environ 12 ha sur les lieux-dits « La Barge », « Les Terres à Racques » et « L'Amarrage » et la reprise des terrains d'une ancienne carrière et d'un plan d'eau de pêche issu d'une précédente extraction (14 ha environ), le tout localisé au sud du site actuel. Le remise en état de cette extension permettra le retour à un usage agricole nécessitant le remblayage sur la totalité de l'extension ;
- une demande de *modification des conditions d'exploitation* ;
- une demande de *modification des conditions de remise en état* ;



- l'accueil de remblais externes, conformément à l'article 12-3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif au remblayage des carrières, et notamment des remblais relevant du 12.3 Il dudit arrêté dont la teneur en chlorures et/ou la teneur en sulfates et/ou la concentration de la fraction soluble (directement dépendante des 2 paramètres sus-visés) pourront dépasser, d'un facteur 3 maximum, les valeurs seuils définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 : soit 2 400 mg/kg de matière sèche pour les chlorures, 3 000 mg/kg de matière sèche pour les sulfates et 12 000 mg/kg de matière sèche pour la fraction soluble ;
- la modification des pentes des berges du bras sableux ;
- la modification de l'altimétrie de la berge de la façade littorale imposée par l'arrêté préfectoral du 26/04/2011 ;
- la possibilité d'utiliser différentes méthodes d'extraction : extraction à la drague électrique et/ou à la rétro-pelle en fonction des possibilités d'accès, de la maintenance de la drague, de l'équilibre granulométrique dans le cadre de l'exploitation rationnelle du gisement ;
- une demande d'adaptation en ce qui concerne une partie de la bande de protection des 10 mètres sur certaines zones (en frange avec les zones anciennement exploitées et du chemin communal recréé par GSM) ;
- une demande de mise à l'arrêt partiel pour 13 parcelles et une partie du chemin rural du Hourdel pour une surface de 53 344 m² (aux lieux-dits « Les Granets » et « L'Amarrage ») ;
- une demande d'adaptation pour ce qui concerne l'utilisation obligatoire d'aires étanches « entourées d'un caniveau et reliées à un point bas étanche » au profit de matériel et aménagement adapté à la situation et garantissant la prévention des pollutions ;
- une demande de dérogation pour la fourniture d'un plan réduit à l'échelle 1/2000 en lieu et place du plan d'ensemble à l'échelle du 1/200 ainsi que du plan des abords de l'installation à l'échelle 1/2500, compte tenu de la surface du projet. Ce plan à l'échelle 1/2000 comporte l'ensemble des éléments demandés à l'article D181-15-2 du *Code de l'Environnement*.

Dans l'attente d'une suite favorable à cette demande, et restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie de croire, madame la Préfète, à l'expression de ma plus haute considération.

Fait à Cayeux sur Mer,

Le 05 août 2020,

Ludovic LEGAY

Directeur de secteur Picardie